

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004

Prix : 250 F CFA

Présidentielles 2015 et Réformes constitutionnelles :

Le MJPG annonce l'investiture de Faure Gnassingbé comme candidat **P.6**



La table lors de la conférence de presse

En marge de la pose de la première pierre de la cimenterie à Kara :

Faure désavoue publiquement ceux qui vilipendent les responsables de l'opposition



Le Président Faure Gnassingbé

Présentation du Projet Pilote de Transfert Monétaire à Landa dans la Kozah :

Faure Gnassingbé déclare la guerre à la malnutrition chez l'enfant **P.5**



Faure Gnassingbé lançant officiellement ledit projet

Prises de position pour les réformes politiques :

La NJSPF condamne l'attitude partisane de la Société Civile **P.4**



La table lors de la rencontre. Au micro, Noël De Pouk'n, pdt de la NJSPF

Pour assainir la collecte des recettes fiscales au Togo:

L'OTR innove avec la "Facture normalisée TVA" et le TEC **P.6**



Henry Gaperi, Commissaire général de l'OTR

Démocratie et problématique de Liberté d'expression :

Macky Sall interdit le numéro spécial de Charlie Hebdo au Sénégal **P.3**



Le Président sénégalais Macky Sall

Actualité politique nationale au Togo :

Tikpi Atchadam : "L'opposition est divisée sur les stratégies et non sur les principes d'alternance, de réformes" **P.1**

Une micro-finance pour la grande muette :

Le Colonel Ouro-Bang'na aux commandes de la COMEC **P.5**



La grande famille des Forces Armées Togolaises (FAT)

TOGO CELLULAIRE



DÉCOUVRER CE QUE VEUT DIRE HAUT DÉBIT
INTERNET / MAIL / TÉLÉPHONIE / VIDÉO / PHOTO / MUSIQUE / MMS / TÉLÉCHARGEMENT...



NOUVEAUX FORFAITS

Nom du forfait	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Jour	Forfait 1 Semaine	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 1 Mois	Forfait 3 Mois
Volume	20 Mo	80 Mo	300 Mo	1 Go	3 Go	5 Go	10 Go
Coût	200F	500F	1 500F	5 000F	10 000F	15 000F	35 000F
Validité	1 jour	1 jour	7 jours	30 jours	30 jours	30 jours	90 jours

- Le forfait est cumulable en volume et en durée de validité.
- Le cumul de la durée de validité est plafonné à 12 mois.
- A la date de fin de validité, le volume restant n'est pas reporté.



LE LEADER

service client: 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2008



En marge de la pose de la première pierre de la cimenterie à Kara : Faure désavoue publiquement ceux qui vilipendent les responsables de l'opposition

Ils sont encore plusieurs dizaines à ne rien comprendre de la politique d'ouverture et de l'esprit de décrispation du Chef de l'Etat, et pour cela ils n'hésitent pas à jeter de l'opprobre sur les leaders de l'opposition à chaque petite occasion. Eh bien, Faure Gnassingbé pour qui ces " insulteurs professionnels " semblent rouler, les a publiquement désavoués au cours d'une manifestation de pose de la première pierre de la construction de la cimenterie de Kara.

Pour permettre à nos lecteurs de se faire une opinion sur la question, nous reprenons pour vous un article paru chez nos confrères de focusinfos.net.

Ce mercredi 14 janvier 2015, la première pierre d'une cimenterie à Kara a été posée par le Chef de l'Etat.

Plusieurs allocutions ont marqué la cérémonie dont celle du porte-parole



Le Président Faure Gnassingbé

de la population de la Kozah. Alors que ce dernier lisait son discours transformé en une diatribe contre l'opposi-

tion, Faure Gnassingbé, indigné se lève subitement et l'interrompt. " Ce n'est pas un meeting politique ", a-t-il

martelé "Toutes nos excuses à tous ceux qui ces propos ont pu mettre mal à l'aise" a-t-il ajouté avant de déclarer : " C'est ensemble, dans la paix et dans l'unité que nous allons construire le Togo".

En homme rassembleur, le Président de la République reprend la parole à la fin de la cérémonie et fait la mise au point suivante: "Cette année 2015 est une année importante pour notre pays et vous savez le rendez-vous politique qui nous attend dans quelques mois pour ne pas dire dans quelques semaines; le Togo a fait le choix du pluralisme politique. Dans notre pays, il y a une majorité, une opposition et c'est le peuple togolais, par ses choix, qui départage les partis politiques.

Quand nous venons à des manifestations comme celles-ci, nous venons en tant que Président de tous les Togolais.

Nous ne venons pas en tant que responsable de parti politique. C'est le Président des Togolais qui est ici ce matin, c'est le gouvernement du Togo qui est ici. On n'est pas Président d'une partie du pays et opposant d'une autre partie et je tiens à ce que l'opposition, les responsables d'opposition soient respectés. Le droit de manifester est reconnu par notre constitution ; il faut simplement respecter la loi quand on manifeste.

Donc, l'opposition, si elle veut manifester tous les jours pacifiquement, je l'y invite. C'est le peuple qui, dans quelques mois..., va départager les candidats à cette élection présidentielle. Donc je ne veux plus que dans les manifestations comme celles-ci, les responsables de l'opposition soient vilipendés; je ne l'accepterai pas. Nous sommes pour la tolérance".

Politique nationale / Réformes : L'EXTRÉMISME, L'ERREUR FATALE D'UNE FRANGE DE L'OPPOSITION Kissi charge Fabre et lui rend responsable du Blocage des réformes

En politique, il y a des erreurs qu'il ne faut pas commettre. Mais les politiciens togolais qui se passent pour des leaders de l'opposition passent leur temps à commettre des bévues.



Jean Kissi

Souvenez-vous de la dissolution du RPT, en 1991. Souvenez-vous du boycott des législatives de 2002, pour ne citer que ces deux exemples.

On peut toujours multiplier les exemples mais à chaque fois les opposants l'ont regretté amèrement et les conséquences sont néfastes sur l'évolu-

tion politique du Togo et partant son développement.

En ce début d'année 2015 l'ANC de Jean-Pierre est en train de commettre une autre grande erreur qui



Jean-Pierre Fabre

sera fatale pour la démocratie togolaise.

En bloquant l'adoption des réformes constitutionnelle à l'Assemblée nationale le parti de Fabre est en passe de commettre l'erreur fatale. Nous le disons dans l'une de nos parutions précédente que le Verre à moitié

plein vaut mille fois mieux que le statu quo.

C'est le même extrémisme qui a placé le Togo dans la situation qu'il vit actuelle. Depuis la salle Fazao et même bien avant, l'opposition en a fait son cheval de bataille mais pour quel résultat ? Rien si ce n'est que des miettes.

Comme le dirait quelqu'un, l'intérêt du peuple n'est pas en réalité la pré-

occupation des leaders de l'opposition qui mettent leurs ambitions personnelles transformant la lutte du peuple en un " bal de losers ".

Sur ce qui fait l'actualité notamment la proposition de loi portant réformes constitutionnelles, Jean Kissi le Secrétaire général du CAR a sèchement chargé Jean-Pierre Fabre président de l'ANC, l'accusant de bloquer le processus par un extrémisme inouï.

KISSI a critiqué et battu en brèche la position de l'ANC lors des débats en commission à l'Assemblée nationale.

A cette allure, Jean-Pierre risque de continuer à n'en pas finir dans la rue qui se déserte de jour en jour autour de lui.

S'il maintient ce cap lui et ses partisans et même toute l'opposition le regretteront amèrement.

La Rédaction

Respect des institutions et des entités politiques : Faure Gnassingbé s'engage mais pas Fabre et compagnie

L'un des problèmes fondamentaux de la démocratie togolaise mais aussi du civisme et de la citoyenneté dans ce pays reste et demeure celui du non-respect des institutions de la République et des entités politiques, notamment partis, regroupements au pouvoir ou de l'opposition.

On savait depuis que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé un grand

démocrate et républicain avait du respect aussi bien pour les institutions que les différentes entités politiques. Ce qui se remarquait par ses actes et prises de positions.

Mais mercredi à Awandjé dans la Kozah où il participait à une cérémonie de pose de 1ère pierre d'une cimenterie, Faure Gnassingbé a fait un coup de gueule qui montre clairement sa posi-

tion.

" Nous ne sommes pas à un meeting politique ! " s'est exclamée en remettant à sa place le porte-parole des populations qui se livrait à une diatribe contre l'opposition, avant de poursuivre en présentant ses excuses à ceux à qui les propos du porte-parole ont pu mettre mal à l'aise.

Pour le président de la République : " Dans notre pays, il y a une majorité, une opposition et c'est le peuple togolais, par ses choix, qui départage les partis politiques. Quand nous venons à des manifestations comme celle-ci, nous venons en tant que Président de tous les Togolais. Nous ne venons pas en tant que responsable de parti politique. C'est le président des Togolais qui est ici aujourd'hui, c'est le gouvernement du Togo qui est présent. On n'est pas Président d'une partie du pays et opposant d'une autre partie et je tiens à ce que l'opposition et ses responsables soient respectés ".

Tout ceci est beau, mais malheureusement l'opposition extrémiste ne lui rend pas la monnaie de sa pièce.

Fabre et ses militants et sympathisants n'ont rien de républicain et sont en déphasage avec les normes de la citoyenneté.

Diatribes quotidiennes contre le chef de l'Etat les institutions ainsi que le parti au pouvoir mais aussi refus de respecter les normes républicaines.

A cette allure on se demande si réellement l'opposition aspire réellement à diriger ce pays un jour ?

L'Eveil de la Nation

Démocratie et problématique de Liberté d'expression :

Macky Sall interdit le numéro spécial de Charlie Hebdo au Sénégal

Il est démocrate, Président d'un pays lui-même modèle de démocratie : Le Sénégal, il n'est pas un " prédateur " de la liberté de presse et d'expression, il était à Paris pour la marche Républicaine en soutien à Charlie Hebdo mais Macky Sall comme c'est de lui qu'il s'agit a pris une décision interdisant la vente du numéro spécial de Charlie Hebdo dans son pays.

En effet, la participation des Présidents Africains aux côtés de François Hollande et du peuple français pour la marche dite républicaine après le double attentat meurtrier qui a décimé la quasi-totalité de la Rédaction de Charlie Hebdo et fait au total 17 morts, a fait couler beaucoup d'encre et de salive.

Si certains avaient vu en cet acte de ces dirigeants africains comme un geste de solidarité et une action hau-



Macky Sall, le Président sénégalais

tement humaine, partisans du négationnisme continue par soutenir qu'il n'était pas opportun pour ces Présidents de se rendre en France étant entendu que la plupart des actes terroristes ont lieu en Afrique notamment au Nigéria où la secte islamique

Boko Haram fait des milliers de morts pratiquement chaque semaine.

On en était là lorsque des étiquettes ont été trouvées à certains hôtes de Hollande. Ainsi, certains Présidents ont été traités de " Prédateurs de la liberté Presse " et du coup pour ces Chefs

d'Etat là, il n'était pas question de se rendre à Paris pour manifester contre l'agression de Charlie Hebdo.

Chose curieuse, Macky Sall que beaucoup admirent d'être démocrate est l'un des Présidents africains à avoir interdit la distribution et la commercialisation du dernier numéro de Charlie Hebdo. Ce qui n'est pas superfétatoire, c'est que le Sénégal est un Pays qui regorge de beaucoup de musulmans et il n'est pas question pour Macky Sall de heurter les sensibilités de ses concitoyens qui croient en Mahomet et qui d'ailleurs déplorent ses caricatures.

A travers cette décision du Président sénégalais, on comprend aisément que loin de soutenir la liberté d'expression no limit, les Présidents Africains sont allés pour exprimer leur désapprobation contre le terrorisme.

Kpélafia Biva

Réformes constitutionnelles et institutionnelles : Le Togo en marche vers la Vème République ? PROBABLEMENT UN RÉFÉRENDUM APRÈS LA PRÉSIDENTIELLE

" Conformément à la huitième recommandation du rapport de la Commission Vérité Justice et Réconciliation qui souligne la nécessité de régler la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles dans le cadre d'une réflexion appropriée sur l'adaptation du modèle en vigueur dans notre pays à nos réalités sociologiques, une commission de réflexion sur les réformes politiques sera mise en place " déclarait le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, le 31 décembre dernier lors de son traditionnel message de vœux à la nation.

Joignant l'acte à la parole, le président de la République a créé le 09 courant une commission de réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles présidée par Mme Amadou Abdou-Nana Awa-Daboya, médiatrice de la République.

A première vue et surtout pour le commun des Togolais, il s'agira de réviser des articles de la Constitution actuelle pour satisfaire les revendications de certains ou au plus comme le souhaitent d'autres revenir à la consti-



Mme Amadou-Nana Awa-Daboya, Pdt de la Commission de réflexion

tution de 1992.

Mais nous faisons une lecture beaucoup plus lointaine de la chose.

D'ailleurs, certains mots et indications ne trompent pas et nous indiquent clairement qu'il s'agira d'une réforme en profondeur et donc qu'on s'acheminera vers une Vème République, puisque Faure Gnassingbé a parlé de l'ouverture d'un vaste champ de réformes.

Il s'agira selon un communiqué du

gouvernement d'"une réflexion en profondeur sur le choix des mécanismes et des institutions qui sont aujourd'hui les mieux adaptées à notre pays, compte tenu de son parcours, de ses réalités et de ces aspirations ".

Il y a donc des signes qui ne trompent pas et à l'analyse, on ne saurait atteindre l'idéal c'est-à-dire " promouvoir les valeurs de coexistence pacifique ainsi qu'une participation active de tous les citoyens à la vie col-

lective fondée sur l'acceptation des différences et l'instauration d'un climat social et politique apaisé ", sans vraiment sortir de la IVème République.

En plus, il faut reconnaître que la Constitution de 1992 sur nombre d'aspects instaure des exclusions et même visait des personnes.

Tout ceci nous indique clairement que très bientôt le Togo sera dans la Vème République.

Pour ce faire, il faudra passer un référendum et ceci nécessairement.

Et puisque le pays est activement en processus électoral en vue de la tenue d'une présidentielle en fin de 1er trimestre 2015, le référendum ne pourra se tenir qu'après la présidentielle.

Ainsi donc, à moins d'un revirement de situation, le Togo sera en référendum après la présidentielle de cette année. Vivement donc la Vème République !

Kpélafia Biva

Présidentielle 2015 : JEAN-PIERRE FABRE IRA OU N'IRA PAS ?

Le Togo avance inexorablement vers la présidentielle de cette année à laquelle plusieurs candidats sont déjà déclarés. Le CAP 2015 pour ne pas dire l'ANC après avoir désigné son candidat à ce scrutin en la personne de Jean-Pierre Fabre, s'entend dans des manifestations de rues pendant que d'autres candidats et le parti au pouvoir sont en précampagne.



Jean-Pierre Fabre

Alors Fabre ira ou n'ira pas ?

Difficile de répondre mais si l'on se fie aux derniers développements de la scène politique nationale, on peut affirmer qu'on tend vers un boycott de la présidentielle par l'ANC si elle est logique envers elle-même.

En effet, l'ANC et compagnie font des réformes la condition si ne qanun pour participer à la présidentielle de cette année.

Or si l'ANC a choisi de bloquer l'adoption des réformes à l'Assemblée nationale, on se demande alors si ce n'est pas à dessein. Empêcher les réformes et ne pas aller au scrutin sachant éperdument qu'on perdra dans tous les cas.

D'ailleurs un responsable de l'ANC déclarait la semaine dernière que "Nous ne voulons pas donner au pouvoir l'impression de cautionner l'élection présidentielle dont les résultats sont connus d'avance ".

Ce qui est sûr aujourd'hui c'est que l'ANC / CAP 2015 est dans les rues

alors que le train est en marche vers le scrutin présidentiel.

La CENI évolue dans les préparatifs avec la formation des opérateurs de Saisie sur la révision des listes électorales dont le chronogramme est établi et démarre dès mardi prochain.

Malgré tout, de l'avis de certains observateurs une partie de l'opposition notamment l'ANC pourrait ne pas participer au scrutin.

Ce qui ne serait pas nouveau au Togo. On l'a connu en 1993 avec le COD II et en 2003 avec l'UFC.

Mais qui connaît Jean- Pierre Fabre peut se dire que tout peut arriver.

Il l'a prouvé à l'occasion des législatives de 2013. Il a suffi d'empocher 500 millions pour qu'il se décide d'aller à l'élection, l'argent étant le nerf de la guerre.

La Rédaction

Prises de position pour les réformes politiques : La NJSPF condamne l'attitude partisane de la société civile

Dans la foulée des réactions et des prises de position sur les questions brûlantes de l'actualité politique, les responsables de la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien du Président Faure (NJSPF) n'ont pas voulu ménager leur voix. C'est à cet effet, qu'ils ont organisé une conférence de presse le mardi 12 janvier dernier à Lomé.

Cette rencontre avec les hommes des médias fut l'occasion pour le président la NJSPF, Noël De Pouk'n, d'éclaircir les lanternes de ses milliers de jeunes militants et sympathisants passionnés par la politique de développement et de stabilité mener par le chef de l'Etat, Faure Essozima Gnassingbé, ainsi que celles de la population sur la position de la jeunesse du parti Union pour la République (UNIR) sur la question des réformes politiques qui fait couler tant d'encre et de salives.

De sa déclaration liminaire, il ressort que le gouvernement s'est engagé à assurer l'organisation d'un processus électoral apaisé, transparent et équitable ; une élection qui respecte les normes des standards internationaux. Cependant, cet objectif est en train de connaître quelques soubresauts avec les agissements non démocratiques et anti républicains de certains acteurs de l'opposition, notamment, les responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), ainsi qu'une partie de ses ex croissants qui se qualifie de société civile.

Noël De Pouk'n a rappelé que pour un aboutissement heureux et pacifique des réformes constitutionnelles et institutionnelles, le Chef de l'Etat a ordonné la mise en place de cadres de discussions inclusifs mais les acteurs de l'opposition arrivent toujours à faire capoter les discussions en ne voulant rien concéder. C'est ce qui fait que durant trois ans durant, ils ont passé leur temps à marcher dans les rues comme Diogène le cynique qui parcourt les rues avec une torche en plei-



La table lors de la rencontre. Au micro, Noël De Pouk'n, pdt de la NJSPF

ne journée pour chercher la vérité. Cette attitude est encore en réédition avec les manœuvres de gens de l'ANC qui, selon le président de la NJSPF, sont des manœuvres à intentions inavouées.

De Pouk'n a fustigé la politique d'exclusion prônée par les responsables de l'ANC et qui vise à faire adopter les lois de nature sélective et non impersonnelle pour donner une chance à tous les potentiels candidats à l'élection présidentielle de 2015 prochaine. Selon lui, l'opposition est déjà convaincue de perdre les élections et ces agissements ne sont que constituent les blocages du processus de réformes et les marches quotidiennes ne sont que l'expression des sentiments d'un mauvais perdant frustré.

Il n'a pas manqué de relever le caractère nuisible des marches intempestives pour le développement social économique du pays

Pour finir, il a salué les efforts inlassables et fructueux de Faure Gnassingbé qui ne cesse de faire preuve d'une grandeur d'esprit dans la conduite des destinées de la nation. Il a exprimé son adhésion à l'ouverture d'un vaste champ de réformes politiques, qui, d'ores et déjà suscite l'admiration populaire.

La Rédaction

Mutation de la STT en Centrale Syndicale et grèves à répétition : La part de responsabilité du gouvernement

Depuis le 09 janvier dernier les syndicats réunis au sein de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) se sont constitués en centrale syndicale du même nom.

A l'analyse, on constate que c'était la seule alternative face au mépris du gouvernement qui l'y a obligé.

Comment en est-on arrivé là ?

" Face à l'adversité multiforme de la STT, face aux grands enjeux sociaux qui se dressent devant les travailleurs de notre pays quel que soit leur secteur d'activité, et face aux attentes légitimes du monde du travail au Togo de mieux vivre et de mieux rendre service à la terre de nos aïeux, et enfin dans le but de répondre favorablement à la demande des travailleurs à la base, les syndicats raliés à la STT, ont décidé de formaliser l'existence de la STT en se fondant à partir de ce 09 janvier 2015, en une UNION SYNDICALE dénommée SYNERGIE DES TRAVAILLEURS DU TOGO (STT) ", peut-on lire dans une déclaration présentée à l'assemblée



Le PM Ahoomey-Zunu

générale.

Le responsables de la STT en sont arrivés là face au mépris et à la ruse du gouvernement qui tente chaque fois de fuir le débat, les problèmes, et la réalité.

Comment comprendre que lorsque la STT pose un problème des travailleurs togolais, le gouvernement invite plutôt des centrales pour en discuter. L'exécutif ne réponds pas parfois aux doléances et courriers de la STT sous prétexte qu'elle n'a pas de base légale.

Quant aux grèves à répétition, ce



Mme Nadou Lawson, Coord. STT

sont les mêmes causes de mépris face aux revendications des travailleurs réunis au sein de la STT.

Mieux, reconnaître la grille salariale, au Togo pose problème et ainsi les conditions de vie de travail des fonctionnaires sont misérables face à la chevrete de la vie.

Vivement qu'il y ait un sursaut d'orgueil du gouvernement ou que le chef de l'Etat Faure Gnassingbé se saisisse personnellement du dossier pour éviter que la fronde sociale ne se dresse à nouveau.

E.N.

Présentation du Projet Pilote de Transfert Monétaire à Landa dans la Kozah :

Faure Gnassingbé déclare la guerre à la malnutrition chez l'enfant

Toute la localité de Landa et de ses environs, étaient présentes à ce rendez-vous, organisé par le ministère du développement à la base, en coordination avec celui de l'action sociale. Il s'agit de la cérémonie de la présentation du Projet Pilote de Transferts Monétaires, le mercredi 14 janvier dernier, dont l'éclat a été rehaussé par la présence du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé.

te à rémunérer d'un montant de 5000 F.CFA par mois, les femmes enceintes d'au moins trois mois ayant justifiées leur état, des mères ou tutrices d'enfants de 0 à 24 mois, sans oublier les mères ou enfants de 25 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë ou sévère.

Dans la réalisation de ce projet, le transfert monétaire est souvent suivi de formation et d'éducation à



La délégation ministérielle...

Cette cérémonie a été l'occasion pour les officiels, de rencontrer les populations vulnérables, vivant dans une situation de précarité et s'inscrivant dans le contexte de la lutte contre la malnutrition chez l'enfant.

L'objectif est d'améliorer, l'accès des communautés pauvres des régions de la kara et des savanes aux filets de protection sociale.

Cette cérémonie a également permis aux nombreuses populations présentes d'assister aux différents témoignages des bénéficiaires de ce projet de développement communautaire, dans un état émotionnel.

De façon claire, la projet consis-

te la nutrition, tout en tenant compte du rôle de la femme en relation avec la prise en charge nutritionnelle du ministère de la santé.

Le moment solennel de la rencontre de Landa, reste la remise symbolique du matériel roulant, notamment trois véhicules hilux 4x4 et 36 motos Yamaha d'une valeur estimée à 133.217.390.FCFA, à la ministre Dédé AhouéfaEkué, par son homologue du développement à la base Victoire Tomégah-Dogbé, sous le regard avisé du chef de l'Etat.

Pour la Ministre du développement à la base Mme Victoire Dogbé, la présence du Président



Le Président Faure Gnassingbé félicitant une bénéficiaire



Remise symbolique des clés des nouvelles motos

de la République à cet événement traduit, l'intérêt que ce dernier

porte aux populations togolaises et leur bien-être.

En outre, elle n'a pas oublié de remercier tous ceux qui participent à l'élaboration dudit projet, principalement le gouvernement togolais, la Banque Mondiale, l'UNICEF et la coopération Japonaise.

La Ministre chargée de l'action sociale dans son allocution, a estimé que la remise du matériel permettra de renforcer les capacités, afin d'atteindre de façon satisfaisante les objectifs assignés à ce projet.

Pour Mme AGBOKA Yawavi Bouty, coordonnatrice du Projet de Développement Communautaire, le choix de la région des savanes et de la Kara, s'explique par le fait qu'elles sont considérées d'après des études comme étant les plus pauvres du pays ; raison pour laquelle elles répondent aux critères d'éligibilité.

Soulignons que le projet est estimé à 4,525 milliards de F.CFA dont 2,275 milliards alloués par la Banque mondiale et 2,250 par l'Etat togolais. Il couvre une période de 3 ans et cible 21.500 bénéficiaires.

Moudjib Falana
envoyé spécial à Kara

2ème réaménagement des prix des produits pétroliers :

Et si le gouvernement faisait mieux ?

Le gouvernement, engagé dans une logique de vérité des prix à la pompe pour les produits pétroliers, s'est senti dans l'obligation d'opérer un réajustement des prix. En effet, depuis quelques mois le prix du baril est en baisse continue et aux dernières nouvelles, il est à 47 dollars le baril. Visant toujours le bien-être des Togolais, le gouvernement sous la conduite avisée du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, à opérer un deuxième réajustement des prix des carburants en baisse. Ainsi, les nouveaux prix à la pompe sont fixés à 580 francs Cfa pour le litre du super sans plomb, 490 francs pour le pétrole lampant, 630 francs pour le gasoil et 665 francs pour le mélange 2 temps. Le prix des bouteilles de gaz butane sont restés inchangés soient 6500 francs pour 12,5 kg et 3120 francs pour la bouteille de 6 kg de gaz Butane.

Au terme de la réduction apportée, le prix du litre du super sans plomb a chuté de 30 francs (610 francs à 580 francs), après une baisse de 45 francs précédemment, soit une baisse consolidée de 75 francs entre le 15 décembre 2014 et le 13 janvier 2015.

Cependant, on pourrait se demander si faire mieux serait soumettre notre économie à une



Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre du Commerce

pression sans aucun avantage ?

En effet, dans un souci de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens au Togo, il est dans l'intérêt du gouvernement de procéder à un réaménagement en baisse plus substantiel des prix des carburants à la pompe. Il est clair aujourd'hui que la cherté des prix des carburants est à la base de la cherté de vie au Togo. Et un stimulant à la pauvreté ambiante. Cette cherté entraîne des

difficultés aux jeunes qui prennent sur eux de créer des activités génératrices de revenus, pour échapper au chômage, tant l'initiative d'entreprendre est couteuse. C'est en partie ce qui explique la vente des carburants frelatés qui constitue aujourd'hui une lutte sans issue réelle pour le gouvernement.

Il est économiquement prouvé que pour soutenir la croissance économique du pays démarré par tant d'efforts de la part du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et des citoyens, il serait bien de renforcer le pouvoir d'achat afin de renforcer la consommation. Ainsi, les recettes fiscales qui sont essentiellement basées sur la consommation connaîtront un accroissement conséquent pour consolider les investissements publics et pourquoi pas une hausse des salaires. C'est aussi un moyen de renforcer la consommation des produits internes pour encourager la production interne d'où l'entrepreneuriat des jeunes.

Vivement que la réflexion se poursuive.

Armand

Pour assainir la collecte des recettes fiscales au Togo:

L'OTR innove avec la " Facture normalisée TVA " et le TEC

Les responsables de l'Office Togolais des Recettes (OTR) étaient face aux journalistes le Lundi 12 janvier à leur siège à Lomé. C'était en présence du commissaire général de l'OTR, Henry Gaperi, et des commissaires dont celui des Services généraux, Kokou Tchodi, de la Douane, M. Adédzé Kodzo, des Impôts, M. Adoyi Essowavana.



Les premiers responsables de l'OTDR, face à la presse

L'objectif de cette rencontre est de présenter les solutions innovantes de la loi de finance 2015 pour améliorer le recouvrement des recettes fiscales.

Il s'agit, notamment de la facture normalisée TVA et du Tarif Extérieur Commun (TEC) appliqué aux frontières des 15 pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le Commissaire Général de l'OTR, Henry Gaperi, a salué la présence d'un si grand nombre de médias. Il a indiqué que cette rencontre répond à son engagement de travailler en étroite collaboration avec les médias pour plus de transparence dans la mobilisation des recettes fiscales. Il a saisi l'occasion pour présenter ses vœux à l'assistance et à la popula-

tion togolaise.

M. Adédzé a expliqué que le TEC est une nouvelle taxe communautaire CEDEAO instaurée en vue d'encourager la consommation intracommunautaire CEDEAO et qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 dernier. Selon lui, ce taux est de 35% et vient s'ajouter à la taxe d'une 1ère catégorie de produits qui est de aujourd'hui nulle, à la taxe d'une 2ème catégorie de produits qui est de 10% et à la taxe d'une 3ème catégorie de produits qui est de 20%. Il s'agit de l'application de la règle d'origine préférentielle ou de l'adoption d'une position commune face

aux marchandises extérieures à la communauté.

M. Adoyi a fait comprendre que l'adoption de la facture normalisée rentre dans le cadre de la sécurisation des recettes fiscales. Il a souligné qu'une grande rigueur sera attachée à la mise en œuvre de cette facture normalisée et les contrevenants seront exposés à des sanctions financières allant de 200 000 FCFA à 1 million de FCFA. Il a fait savoir que les petites et moyennes entreprises (PME) subiront une démarche pédagogique dans la mise en œuvre de cette facture normalisée.

Il faut retenir que loin de nuire à

l'économie nationale cette méthode permet de réduire la corruption, l'injustice sociale, l'enrichissement excessif de certains opérateurs économiques sur le dos des pauvres contribuables togolais.

En termes démonstratifs, lorsqu'une personne se présente chez un vendeur pour acheter un produit afin de satisfaire un besoin, il paie un prix pour se procurer le produit. Ce prix est composé du " Prix Hors Taxe (PHT) et de la " Taxe sur la Valeur Ajouté (TVA). Cette dernière, c'est-à-dire la TVA, est un montant évalué à 18% du Prix Hors Taxe et qui constitue l'impôt. Cet impôt, il est important de le savoir, n'est pas supporté ou payé par le vendeur à sa charge. C'est l'acheteur qui paie cet impôt finalement ce qui constitue pour lui une peine ou une charge de plus. Sinon, il paierait le produit au prix hors taxe. Notez bien que ce Prix Hors Taxe contient déjà le bénéfice qui que le vendeur aura sur le produit vendu.

En somme, l'acheteur paie pour le vendeur, en plus du coût auquel lui revient le produit en vente, le bénéfice qui lui revient et la TVA. rappelons que la TVA est la contribution finan-

cière de chaque citoyen constituant l'Etat pour former la recette nationale visant à financer les dépenses publiques, notamment, entre autres, la construction de nouvelles routes, de nouvelles marchés de nouvelles hôpitaux, la subvention de certains produits qui coûtent trop chers pour le citoyen lui-même.

Cette TVA collectée par les vendeurs doit être reversée au gouvernement à travers le service des impôts et des douanes. Si ce n'est pas reversé, alors les vendeurs trichent les citoyens et c'est du vol. Mais au Togo, il y a un problème. C'est que cette TVA n'est pas reversée par une grande partie des vendeurs. C'est la raison pour laquelle l'Office Togolais des Recettes (OTR) a décidé de leur imposer une nouvelle facture permettant d'assurer une meilleure collecte de ces impôts.

Vivement que cette solution apporte plus de moyens financiers pour encourager le pouvoir d'achat des togolais qui demeure faible et qui est aussi une source de faiblesse à la collecte de l'impôt qui est pour l'essentiel un impôt sur la consommation.

Armand

Une micro-finance pour la grande muette :

Le Colonel Ouro-Bang'na aux commandes de la COMEC

Le rôle joué par les Forces Armées Togolaises aussi bien sur le territoire national que sur l'ensemble du continent n'est plus à démontrer. Malheureusement, ces vaillants combattants de la nation ne connaissent pas des conditions de vie assez enviables sur l'ensemble de leur vie professionnelle jusqu'à leur retraite, raison pour laquelle la haute hiérarchie militaire a pensé à mettre sur pied une coopérative militaire d'épargne et de crédit dont l'assemblée générale s'est tenue mercredi dernier.

FAT qui a servi de cadre pour porter sur les fonts baptismaux, le projet de la coopérative militaire d'épargne et de crédit (COMEC) pour contribuer à l'amélioration des rendements professionnels et des conditions de vie des FAT.

Les travaux dudit projet ont été entamés en Assemblée générale constitutive, en présence du chef d'Etat-major adjoint des FAT, colonel Komlan ADJITOWOU qui représentait le Chef d'Etat Major Général.

"La création d'une telle coopérative d'épargne et de crédits spéci-



La grande famille des Forces Armées Togolaises (FAT)

C'est l'état-major général des

fique aux militaires, est une des mesures phares de la refondation des forces armées décidée par le chef de l'Etat togolais. Cette mesure vise en premier lieu, à donner aux hommes et aux femmes qui se consacrent à la sécurité de la nation, les moyens de s'offrir l'accès à un meilleur cadre de vie, indissociable de l'efficacité professionnelle ", a souligné le Colonel Adjitowou.

Pour le Colonel Ouro-Bang'na Nassam, Chef de ce Projet ambitieux des FAT, " La COMEC va permettre à nous militaires d'épargner pour nos vieux jours. Il faut souscrire à une épargne obligatoire et le jour où vous êtes admis à la retraite, on fera tous les calculs plus les intérêts que votre épargne a générés pour vous permettre de vivre vos vieux jours ".

Pour être membre, le militaire doit décider sans contrainte aucune de souscrire à une part de 10.000 francs CFA.

Durant deux (2) jours de travaux, les participants auront adopté les statuts de la coopérative, son logo et le pourcentage de l'épargne obligatoire à consentir par les membres ordinaires pour permettre à la COMEC d'exister légalement.

L'épargne obligatoire est la domiciliation d'une partie de la solde de chaque militaire que l'assemblée générale va déterminer.

Cette coopérative, permettra aux militaires non seulement d'avoir facilement accès au prêt mais aussi et surtout d'assurer tranquillement leurs vieux jours selon le Commissaire Colonel Ouro-Bang'na Nassam.

La Rédaction

Célébration des 10 ans d'existence de " Aimes-Afrique " :

L'ASSOCIATION ANNONCE DES ACTIVITÉS ET LANCE UN APPEL DE FONDS POUR SAUVER BÉBÉ KOLANI

Le président fondateur de l'association internationale des médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé " Aimes-Afrique ", Dr Michel Kodom, a animé une conférence de presse le mardi 13 janvier au siège de l'association à Lomé.

Cette rencontre a servi de tribune pour annoncer au public le 10ème anniversaire de l'association, ainsi que les activités qui meubleront les festivités. Il a aussi servi à lancé un appel pour la mobilisation de fonds pour venir en aide au bébé Kolani qui est né avec une malformation qui est caractérisée par deux têtes. Le coût de l'opération est 16,5 millions de FCFA et elle se fera en Allemagne.

Dr Kodom a fait un bref bilan de parcours d' " Aimes-Afrique " après avoir présenté les buts et l'organisa-



Dr Michel Kodom, PDG AIMES-AFRIQUE

tion fonctionnelle de l'association.

Pour Dr Kodom, le bilan est satisfaisant. Et les 10 ans d'expériences ont permis à l'association d'obtenir deux importantes accréditations dont l'une à l'Organisation des Nations

Unies (ONU) et l'autre à l'Union africaine (UA). Cependant, il y a encore, à son avis des efforts à faire pour soulager plus de malades.

A l'occasion de ce 10ème anniversaire, les responsables d' " Aimes-

Afrique " ont annoncé plusieurs activités. En dehors des messes d'action de grâce, des émissions télévisées et radiophoniques, des actions humanitaires sont également prévues. Deux nouveaux projets vont être mis en œuvre notamment le projet Amical des Malades Identifiés et Soignés par l'ONG et la création de la mutuelle santé d' " Aimes-Afrique ".

Docteur Kodom a profité de l'occasion pour lancer un appel de fond à toutes les bonnes volontés, pour la poursuite des missions de l'ONG afin de sauver des vies, également pour opérer urgemment le bébé Kolani qui souffre d'une méningo-encéphalocèle, une malformation congénitale grave.

Numéro de compte :

Les activités marquant ce 10ème anniversaire seront officiellement lancées le 19 janvier prochain à Lomé.

Armand

Présidentielles 2015 au Togo : Le MSF annonce Faure Gnassingbé, candidat de UNIR

Le coordonnateur du Mouvement de Soutien à Faure (MSF), M. Katanga Poro Tchakpala et ses collaborateurs ont animé un point de presse le mardi 13 janvier à Lomé.

Cette activité a servi de tribune pour préciser la position du mouvement sur la situation politique actuelle et d'annoncer le nom de leur candi-

dat à l'élection présidentielle de 2015 prochaine.

M. Katanga a, à travers une déclaration liminaire, saisi l'occasion pour présenter les meilleurs vœux de progrès et de travail productif et constructif du MSF pour la nouvelle année à la population togolaise. Il a souhaité que l'on puisse transcender

les querelles futiles pour unir les forces et les intelligences afin de faire avancer le pays. Il a estimé que l'élection présidentielle prochaine enlève le sommeil aux acteurs politiques de l'opposition regroupés dans une coalition contre-nature et qui ont décidé de sacrifier la jeunesse sur l'autel de leurs ambitions personnel-



Kadanga Poro Tchakpala, coordinateur général du MSF (milieu)

Présidentielles 2015 et Réformes constitutionnelles :

Le MJPG annonce l'investiture de Faure Gnassingbé comme candidat

" En quoi l'adoption des réformes constitutionnelles conditionne-t-elle l'élection présidentielle? " Voilà l'une des interrogations qui ont conduit les responsables du Mouvement des Jeunes pour la Promotion de la bonne Gouvernance (MJPG) devant les journalistes le Lundi 12 janvier à Lomé.

Cette rencontre qui était un point de presse a été présidée par M. Talikpéti Kadjanatéma Victor qui a, à travers une déclaration liminaire, indiqué que qu'au regard de l'évolution de l'actualité politique, le MJPG conçoit la démocratie, comme l'organisation d'élections crédibles qui permettent au peuple de choisir ses dirigeants.

M. Talikpéti a fait remarquer que les acteurs politiques de l'opposition ne savent plus faire preuve d'intelligence et de retenue car, à voir leurs agissements, la République passe après leurs ambitions personnelles et ils veulent le pouvoir par tous les moyens.

Selon lui, ils ont passé tout le temps à contester les résultats de la dernière élection présidentielle et



La table lors de la conférence de presse

pour cela ils ont marché d'un bout à l'autre du mandat en cours et n'ont fait que cela et rien d'autre, à part troubler l'ordre public et vandaliser les infrastructures publiques alors que pendant ce temps leur adversaire travaillait à s'imposer comme un vrai homme d'Etat et lorsqu'ils se sont réveillés les togolais avaient déjà investi Faure Gnassingbé de leur confiance.

" Aujourd'hui, il est devenu impossible de l'affronter et de le battre par les urnes " a-t-il ajouté.

Pour le MJPG, c'est la raison de ces réformes qui nous renvoient à la

constitution de 1992 et ces réformes exigées à corps et à cris par l'opposition servent de prétexte à des tentatives de déstabilisation du pouvoir avec à la clé des formes de manœuvres visant à empêcher le président Faure d'être candidat.

Le MJPG a vivement signalé que d'abord, rien, absolument rien ne justifie la sortie prévue par l'opposition pour le mardi 13 janvier 2015 dernier puisque la proposition de loi de réformes qu'elle a introduite est à l'étude au niveau de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Il a ajouté que l'opposition doit

cesser de prétexter de ces réformes pour distraire l'opinion de l'essentiel qui demeure l'organisation d'une élection transparente et crédible et Zeus Ajavon suivi de tous ceux qui incitent à la violence et poussent les jeunes à l'insurrection doivent savoir que nous sommes dans un pays bien gouverné et qu'il seront soumis aux rigueurs de la loi, le cas échéant. Il a souhaité que le président de la République doit exercer ses prérogatives régaliennes en faisant appliquer la loi à tous ceux qui viendraient à mettre en péril, la paix et la stabilité au Togo.

" Nous mettons en garde les fauteurs de troubles et leur faisons savoir qu'il n'est pas dans leur intérêt de conduire notre pays dans une effusion de sang car, cette fois-ci, ils subiront le sort du bouc émissaire " a-t-il poursuivi.

Pour conclure, il a annoncé que le MJPG se prépare activement à investir très bientôt le président, Faure Essozimna Gnassingbé, afin qu'il conduise le pays encore plus loin vers le progrès et la modernité.

Armand

les en les instrumentalisant pour défendre des idées empreintes d'incohérence et indignes d'intellectuels dont ils se réclament.

Il a jugé inacceptable le fait d'exposer les jeunes à la pluie et au soleil, de les inciter à vandaliser les biens publics, à ne pas prendre part aux concours de recrutement nationaux, loin des programmes d'insertion professionnelles des jeunes mis en place par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, pour l'épanouissement des jeunes.

Sur la question des réformes, M. Katanga a dénoncé le fait que, même étant initiateurs de la nouvelle proposition de loi, les responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) agissent pour bloquer son adoption lorsque le parti au pouvoir, Union pour la République, y est favorable. Il a martelé que l'élection aura bel et bien lieu à bonne date même sans les réformes car les réformes ne conditionnent en rien la tenue de l'élection présidentielle de 2015.

Il a rappelé que selon les exigences de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), aucun pays membre ne peut toucher la constitution dans les 6 mois qui annoncent les élections, surtout sans consensus. Il a ensuite appelé la population à rester prêts pour défendre et protéger les institutions de la République chaque fois qu'elles sont menacées.

Il a salué la proposition du Chef de l'Etat, de mettre en place un comité de réflexion pour proposer des textes de réformes qui tiennent compte des réalités togolaises en vue de dépasser les contingences politiques immédiates.

Il n'a pas manqué d'appeler la population à prendre une part massive au processus de révision des listes électorales et à se faire établir une carte pour le jour du scrutin.

" En tout état de cause, il faut qu'il soit bien clair pour tous, que l'élection présidentielle aura lieu à bonne date et que le Président FAURE est notre Candidat " a-t-il déclaré.

Il a conclu que les auteurs des incitations au désordre devront personnellement répondre de leurs actes et affronter les rigueurs de la loi dont ils exigent une application sans complaisance.

Armand

Actualité politique nationale au Togo :

Tikpi Archadam : " L'opposition est divisée sur les stratégies et non sur les principes d'alternance, de réformes "

Invité sur le plateau d'une chaîne de télévision de la place, le dimanche dernier, le président du Parti National Panafricain (PNP), M. Tikpi Archadam est intervenu sur certaines questions brûlantes de l'heure.



Le leader du PNP, livrant son message

Sur la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles, M. Archadam a indiqué que non seulement la question de la limitation du mandat présidentiel et du scrutin à deux tours sont importantes, mais aussi celle du vote de la diaspora togolaise demeure une préoccupation certaine. Il s'indigne que cela ne soit pas

vraiment pris en compte dans les débats.

Sur la question qui divise les acteurs de l'opposition et dont le débat est actuellement crucial notamment, la candidature de Faure

Le patron du PNP reste convaincu qu'il faut libérer les institutions de la République pour un meilleur fonctionnement de la démocratie et pour une meilleure organisation des prochaines élections présidentielles. Car, " les gens travaillent pour une famille, et pour avoir une armée, une CENI, une administration, une Cour constitutionnelle libre, Faure ne doit pas se représenter ", a-t-il.

Il a poursuivi en affirmant qu'au Togo les parlementaires travaillent pour les partis politiques et le principe selon lequel tout mandat impératif est nul n'est pas appliqué. Il en déduit que les députés ne représentent pas vraiment les intérêts de la nation.

Accordant indirectement que quoi qu'on dise Faure Gnassingbé a qu'en même un bilan relativement positif, il ajoute que : " quel que soit ce que Faure fait de positif, le seul fait de vouloir conserver le pouvoir peint tout en noir ".

M. Archadam a fait savoir que les problèmes que connaît le pays résultent de la mauvaise gouvernance politique du pays et ceci généralement en Afrique. Il reste convaincu qu'une telle situation conduit à un immobilisme et entraîne un ras-le-bol qu'expriment

les gens. Pour lui, il faut construire rapidement le Togo et contribuer à la construction de l'Afrique.

Interrogé sur la situation de division qui règne au sein de l'opposition, il ne s'est pas empêché de citer Djobo Boukari qui disait : " Ce n'est pas utile pour l'opposition de se battre en son sein parce que le fauteuil présidentiel n'est pas vide ", avant d'ajouter que l'opposition est divisée sur les stratégies et non sur les principes d'alternance ou de réformes et que le mode de scrutin à un tour oblige le citoyen même à voter pour un candidat unique qu'il n'aurait pas voulu. C'est pourquoi il faut changer cela. Il propose pour l'opposition un maillage électoral stratégique du territoire pour faire échec au pouvoir.

" Deux ans après l'incendie des deux grands marchés de Lomé et de Kara. Nous sommes laxistes à protéger notre économie. L'impunité règne en règle au pays de nos aïeux ", a-t-il ajouté.

L'éducation des grands mouvements migratoires depuis le Nil demeure l'une de ses importantes préoccupations parce que cela permet de renforcer l'unité nationale et panafricaine.

Armand

**Lisez chaque
Vendredi
votre journal
L'Eveil de
la Nation**

POUR NOUS TOGOLAIS,

Notre président, l'idéal, n'a pas de nom ni de visage. Son nom c'est le projet de société qu'il nous propose, et son visage reflète celui du togolais landa, assoiffé d'un développement où toutes les couches sociales ont leur place. Il doit être porteur d'espoir et de message de paix, ouvert à son peuple et présent pour lui. C'est pour cela que je lance un appel à l'ensemble des togolais, et en particulier aux représentations jeunes, en cette période sensible de notre pays, d'être dans une dynamique de garant de paix et d'histoire. De mûrir une réflexion basée sur les faits, pour que le point levé, fort du rôle prépondérant que joue le nombre dans tout processus électoral, et au grand dam de ceux qui prédisent des lendemains électoraux sombres pour le Togo, sauvegarder l'unité nationale.



Il est passé le temps où des paroles suffisent à justifier nos choix, passé le temps où nous votons pour une personne.

Mobilisons nous pour l'enrôlement et pensons VISION TOGO 2030, seule manière objective de mieux justifier le choix de telle ou telle personne.

Que chacun de nous se desaisisse d'idées préconçues pour, dans un élan de nationalisme, choisir la meilleure vision pour le Togo et par là, notre **PRESIDENT.**

Je rappelle au passage pour les septiques, que « Beaucoup de petits gens qui dans beaucoup de petits endroits, font beaucoup de petites choses, peuvent changer l'image de notre pays ».

Rodrigue FUMEY de la JLU,
l'autre regard de la jeunesse.

Design by Miguel D L Maestro

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème
Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand Attisso
Moudjib Falana (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires